

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

(Passé en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique)

MARCHE n°2025-8520-05

Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation des prestations de nettoyage des locaux et la fourniture de consommables associées pour les sites de l'agence IDF Ouest et de l'agence Travaux.

Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts
Direction territoriale SEINE-NORD
Boulevard de constance
77 300 FONTAINEBLEAU

Agence Ile-de-France Ouest
27 rue Edouard Charton
78 000 Versailles

Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire du marché est Monsieur Pierre-Emmanuel SAVATTE, Directeur de l'agence territoriale de Ile-de-France Ouest.

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Territoriale Seine-Nord, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 01453 dont le siège est boulevard de Constance 77300 FONTAINEBLEAU.

1.2. Personne auprès de qui des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre juridique ou administratif est :

M. Antony ALVINO
Acheteur
Boulevard de Constance
77300 FONTAINEBLEAU
Courriel : antony.alvino@onf.fr

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre technique est :

M. Régis MARTIN
Secrétaire Général
27 rue Edouard Charton
78000 VERSAILLES
Téléphone : 07.63.48.30.26
Courriel : regis.martin@onf.fr

1.3. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable Secondaire au siège de la direction territoriale Seine-Nord –Boulevard de Constance – 77300 FONTAINEBLEAU.

2 OBJET – DISPOSITIONS GENERALES

2.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation des prestations de nettoyage des locaux et la fourniture de consommables associées, pour les sites de l'agence IDF Ouest et de l'agence Travaux.

L'exécution de ce marché est régie par le Cahier des Clauses Administratives Générales relatif aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

2.2. Procédure

Il s'agit d'un marché à procédure adaptée passé en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique.

2.3. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

90919200-4	Services de nettoyage de bureaux
------------	----------------------------------

3 CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

3.1. Forme du marché

Le marché est qualifié de mixte, il s'exécute comme suit :

Pour les prestations récurrentes les prix applicables au présent marché sont précisés à la décomposition du prix global et forfaitaire dûment complétée et signée par le titulaire.

Pour les prestations dites ponctuelles, les prix applicables au présent marché sont précisés au bordereau de prix dûment complété et signé par le titulaire.

Les prestations ponctuelles s'exécutent par l'émission de bons de commande au titulaire au fur et à mesure des besoins.

Les limites financières applicables aux bons de commande sont détaillées ci-après :

Montant minimum annuel	Sans montant minimum
Montant maximum annuel	7 000 € ht

3.2. Durée et prise d'effet de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2026 ou à une date de notification postérieure à celle-ci.

Il est renouvelable une fois par tacite reconduction, par période d'un an. Le titulaire de l'accord-cadre ne peut refuser sa reconduction.

En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur notifiera sa décision au titulaire par voie dématérialisée, via la plateforme PLACE, 2 (deux) mois avant la fin de l'année en cours.

La durée totale ne pourra pas excéder 2 ans.

Dans l'hypothèse où le maximum annuel est atteint avant la fin de l'année concernée, la période suivante pourra être déclenchée par anticipation avec mise à disposition du nouveau maximum avant la date anniversaire du contrat. Le titulaire en sera alors informé par écrit.

L'émission des bons de commande ne pourra intervenir que pendant la durée de validité du marché. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Dans ce cas, leur durée d'exécution est fixée à deux mois maximum.

3.3. Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Il n'est pas proposé de prestations supplémentaires éventuelles et les variantes ne sont pas autorisées.

3.4. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations sous réserve de l'acceptation expresse du ou des sous-traitants et l'agrément de ses (leurs) conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Lors de la présentation de chaque sous-traitant, doivent être joints à l'appui du document de déclaration du sous-traitant (formulaire DC4 : annexe à l'acte d'engagement relative à la présentation d'un sous-traitant ou acte spécial) :

- les déclarations et certificats prévus aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique,
- le cas échéant, l'exemplaire unique du marché remis au titulaire en vue d'un éventuel nantissement ou d'une cession de créance, ou une attestation du bénéficiaire de la cession selon laquelle cette cession ne fait pas obstacle à l'agrément du sous-traitant.

La déclaration et l'acceptation du sous-traitant se fera dans les conditions décrites aux articles R.2193-1 à R.2193-16 du code de la commande publique.

4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire ;
- Le bordereau des prix unitaires ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCAP) et son annexe, dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales relatifs aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par arrêté ministériel du 30 mars 2021 ;
- Le cadre de mémoire technique ;
- Les bons de commande émis dans le cadre des prestations ponctuelles ;
- Le cas échéant les actes spéciaux de sous-traitance.

A noter, le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services étant réputé connu par les opérateurs économiques, il n'est pas matériellement joint au dossier de consultation. Néanmoins, il est disponible sur le site internet [onf.fr/rubrique professionnels](http://onf.fr/rubrique_professionnels).

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente des candidats, dans leurs tarifs ou dans toute autre documentation et contraire aux dispositions des pièces contractuelles ci-dessus énumérées est réputée non écrite et ne pouvant s'appliquer au présent marché

5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHÉ

5.1 Généralités

Pour les prestations récurrentes, celles-ci sont traitées à prix global et forfaitaire telles que détaillées à la décomposition du prix global et forfaitaire.

Pour les prestations dites ponctuelles, les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commandes émis après acceptation des propositions de commande validées par le titulaire.

Pour les prestations ponctuelles, aucune prestation ne doit être effectuée sans bons de commande. La réalisation de devis est gratuite.

Chaque bon de commande indique :

- l'identification des contractants ;
- la référence du présent marché ;

- la date d'émission du bon de commande ;
- la désignation des prestations ;
- leur quantité prévisionnelle ;
- le montant H.T. prévisionnel des prestations à effectuer ;
- le(s) lieu(x) d'exécution ;
- le(s) délai(s) d'exécution.

Les bons de commande sont adressés par courrier ou courriel au titulaire, l'accusé de réception servant de point de départ au délai d'exécution des prestations.

Si, dans un délai de 72 heures à compter de la date d'envoi du bon de commande au titulaire, l'ONF n'a pas reçu de réserve de ce dernier, le titulaire est réputé avoir accepté l'exécution de la commande.

Le délai est porté à 5 jours, à compter de la date d'envoi du bon de commande au titulaire, pour transmettre la réponse du titulaire à l'ONF. En cas d'absence de réponse dans ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté l'exécution de la commande.

Les bons de commande, signés par la personne chargée de l'exécution du présent marché ou son représentant, peuvent être émises jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre. Les bons de commande émis en fin de marché pourront voir leur exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre. Dans ce cas, la durée d'exécution maximale des bons de commande sera de 2 mois.

L'envoi des bons de commande se fera à l'adresse de messagerie électronique indiquée par le titulaire dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre. Dès lors, en cas de changement d'adresse de messagerie électronique le titulaire devra impérativement notifier ce changement au représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de sept jours calendaires avant effet, par courriel avec accusé de réception.

Le pouvoir adjudicateur ne pourra pas être tenu responsable d'un problème dans l'adresse de messagerie électronique du titulaire.

5.2 Modification d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut modifier les prestations objet du bon de commande correspondant. L'ONF émet alors un bon de commande rectificatif. Le bon de commande rectificatif fait apparaître le nouveau délai de réalisation de la prestation modifiée. Les modalités d'indemnisations suivantes s'appliquent :

- Si un litige imputable au titulaire est à l'origine de la modification, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leurs utilités. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

5.3 Suspension d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut suspendre l'exécution pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnité de la part de l'ONF.

A l'expiration de cette durée, l'ONF peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif portant poursuite des prestations, objet du ou des bons de commande suspendus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessus.

5.4 Résiliation d'un bon de commande

Dans l'hypothèse où la résiliation du bon de commande est **directement et exclusivement imputable au titulaire**, la résiliation du bon de commande ne donnera lieu à **aucune indemnisation de la part de l'ONF**.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande **est directement et exclusivement imputable à l'ONF**, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

L'annulation d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

5.5 Modalités de réception des prestations

Les prestations seront réceptionnées dans les conditions prévues aux articles 22 à 25 du C.C.A.G. par un représentant de l'ONF dûment mandaté.

Le contenu des prestations est détaillé au cahier des clauses techniques particulières.

5.6 Modalités de réception des prestations

Les conditions d'admission, d'ajournement, de réfaction et de rejet des prestations seront prononcées conformément aux dispositions du CCAG FCS.

5.7 Modalités de réception des prestations

Les conditions d'admission, d'ajournement, de réfaction et de rejet des prestations seront prononcées conformément aux dispositions du CCAG FCS.

5.8 Reprise du personnel

Conformément aux dispositions de l'article 7 de la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés (CCNEPSA) du 26 juillet 2011 pris par arrêté en date du 23 juillet 2012 (anciennement annexe 7), le titulaire devra appliquer lesdites dispositions prévoyant des garanties particulières aux salariés du nettoyage en cas de changement de prestataire.

Le titulaire a donc une obligation de reprise du personnel actuellement affecté à l'exécution du marché en cours, si tel est le cas, selon la réglementation en vigueur, les conventions collectives, ainsi que les usages de la profession.

A cet effet, le titulaire aura pris connaissance du tableau récapitulatif portant sur la reprise du personnel jointe en annexe au présent document.

5.9 Clauses de réexamen

En vertu des articles R.2194-1 et suivants du code de la commande publique, le présent contrat peut être modifié en cours d'exécution.

5.9.1 Modification de site à entretenir pour les prestations récurrentes

En cours de marché, le nombre de sites à entretenir dans le cadre des prestations récurrentes pourra être modifié à la hausse ou à la baisse sur décision unilatérale du représentant du Pouvoir Adjudicateur.

Ces évolutions quantitatives seront prises en compte par le Titulaire du marché dans le cadre des prestations visées, sur demande expresse de l'ONF, en étant formalisées comme suit :

A chaque modification du patrimoine à entretenir, un ordre de service (O.S) sera adressé par le pouvoir adjudicateur à l'entreprise Titulaire du marché. Cet O.S détaillera la localisation du site à retirer de la prestation. En cas d'ajout de patrimoine, l'O.S détaillera la localisation du site et la nature des prestations à réaliser suivant les prescriptions techniques détaillées au cahier des clauses techniques particulières.

A réception de l'ordre de service, le Titulaire doit adresser au pouvoir adjudicateur sous 96 heures ouvrées maximum son devis sur la base des tarifs appliqués initialement au marché pour des sites comparables le cas échéant.

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de refuser sous un délai de 7 jours ouvrés.

Le Titulaire ne peut refuser la prise en compte de ces ajouts ou suppressions de sites dont il lui faudra préalablement vérifier le nombre et l'état.

5.10 Clauses de réexamen en cas de modification du titulaire

Lorsque qu'il est envisagé de remplacer le titulaire initial du marché par un nouveau Titulaire et que ce changement relève d'une opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion, d'acquisition ou d'insolvabilité, assurée par un autre opérateur en capacité d'exécuter le présent marché au regard des exigences relatives à la consultation, alors, il pourra être fait application de la présente clause de réexamen.

Celle-ci permet d'acter ce changement par simple acceptation du représentant du Pouvoir Adjudicateur formalisée par tout moyen permettant un horodatage certain après réception de l'ensemble des pièces nécessaires à justifier la situation (P.V d'assemblée, publication dans JAL, RIB, etc.) et à démontrer les capacités du nouveau Titulaire à réaliser la prestation dans les conditions initialement prévues.

6.PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

6.1. Unité monétaire et taux de tva

L'unité monétaire est l'euro. Les taux de tva applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

6.2. Forme et contenu des prix

6.2.1. Nature des prix

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées à prix mixte comme suit :

Les prestations récurrentes sont traitées à prix global et forfaitaire tel que reporté à l'acte d'engagement et résultant de la décomposition du prix global et forfaitaire.

Pour les prestations dites ponctuelles, Les prix sont traités à prix unitaires suivant le bordereau des prix s'exerçant sur des quantités réelles exécutées.

6.2.2. Contenu des prix

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.

6.3. Variation dans les prix

Les prix indiqués seront fermes la première année puis révisables une fois à la date anniversaire du

marché (au 1^{er} janvier ou à la date de notification si celle-ci est postérieure au 1^{er} janvier) sur demande du titulaire reçue par le Pôle Achats au moins 1 mois avant ladite date anniversaire.

L'index de référence choisi est : Index Propreté disponible ci-dessous :

<https://index-proprete.fr>

La révision s'effectue selon la formule suivante :

$$\text{Prix révisé} = 0,15 + 0,85 * m/\text{mo}$$

Dans laquelle :

Mo : indice visé précédemment connu au mois mo (mois du dernier délai de la remise des offres, négociation comprise, le cas échéant).

M : dernier indice connu au mois de la sollicitation de la révision.

En cas de changement, de remplacement ou de suppression de l'indice en cours de marché, la substitution avec le nouvel indice se fera automatiquement sans qu'une modification par voie d'avenant au marché initial ne soit nécessaire.

6.3.1. Modalités essentielles de paiement

6.3.2. Avance

Une avance peut être accordée au titulaire sur les bons de commande émis, sauf refus de celui-ci exprimé à l'acte d'engagement, selon les conditions et modalités définies aux articles R. 2191-3 à R. 2191-10 du Code de la commande publique.

Le taux est fixé à 5 %.

6.3.3. Acomptes

Des acomptes pourront être versés conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à 23 du code de la commande publique et ce, à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations.

Le montant du ou des acomptes n'excédera jamais la valeur des prestations auxquelles il(s) se rapporte(nt). Le solde du marché sera versé après une complète exécution de la prestation.

Le montant de l'acompte ou du solde est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le titulaire peut être débiteur envers l'ONF au titre du marché, notamment du montant des pénalités. Les acomptes seront présentés dans les conditions fixées à l'article relatif à la facturation ci-dessous.

6.3.4. Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF **de façon dématérialisée** dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro du présent marché : (n° en 46xxxx communiqué au moment de la notification) ;
- les références du bon de commande afférent : (n° en 45xxx ou en 47xxxx indiqué sur le bon de commande) ;
- le nom du service destinataire ;
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de réalisation des prestations
- les prix HT, TTC et la TVA ;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture ;

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées par l'ONF.

Le titulaire ne pourra émettre les factures qu'à partir d'un seul numéro de SIRET, identifié dans l'encart « C - Contractant » de l'acte d'engagement.

6.3.5. Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro de marché :
Marché enregistré dans le logiciel SAP, sous format 460000XXXX.
- Numéro d'engagement juridique :
Bon de commande créé dans SAP et signé par l'ONF sous format 4500XXXX ou 4700XXXXX.
- Numéro d'identification :
Le SIRET de la DT de l'ONF : **662 043 116 01453**
- Numéro de service exécutant :
Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

6.3.6. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire de l'accord-cadre sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 60 jours.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCAP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

6.3.7. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

6 PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G. et si, pour quelques raisons que ce soit sauf en cas de force majeure, les pénalités suivantes s'appliqueront :

Fourniture de consommables :

Dans l'hypothèse où les fournitures de consommables n'étaient pas effectuées dans les délais prévus, le titulaire se verrait appliquer des pénalités de retard pour défaut de livraison, calculées suivant la formule ci-après :

$$P = (V \times R) / 50$$

Dans laquelle :

P = Montant des pénalités

V = Valeur de l'ensemble des produits non livrés dans les délais prévus

R = Nombre de jours de retard

-Pénalité forfaitaire pour absence aux différentes réunions organisées par l'ONF : 100 € par absence ;

-Pénalité forfaitaire pour retard non justifié aux différentes réunions organisées par l'ONF au-delà de 30 minutes : 15 € ;

-Pénalités pour absence aux vérifications contradictoires :

Si le titulaire ou se représentant ne se présente pas un contrôle contradictoire, le titulaire sera redevable d'une pénalité de 50 € ;

-Pénalités pour non-conformité ou défaut des produits et matériels proposés :

Lors des contrôles, si les produits d'entretien et les matériels ne sont pas conformes à ceux que le titulaire a indiqué dans son mémoire technique ou tout document descriptif remis au titulaire, une pénalité de 100 € par jour constaté et par produit/matériel pourra être appliquée sauf si le titulaire régularise la situation dans les 72 heures ouvrées suivantes.

-Pénalités pour défaut d'exécution

En cas défaut d'exécution selon les prescriptions définies au CCTP dûment constaté par le représentant du Pouvoir Adjudicateur, le titulaire encourt une pénalité calculée par application de la formule suivante : 70 € x (X) jour calendaire de retard.

Aucune retenue n'est appliquée si le retard est dû à un cas de force majeure (extérieur aux parties, imprévisible, irrésistible), à charge pour le titulaire de mettre le représentant de l'ONF en mesure de le constater en temps utile.

La pénalité est encourue jusqu'à la date de remise en état de propreté et fait l'objet d'un décompte établi par l'acheteur qui est envoyé au titulaire par tout moyen faisant preuve.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G les pénalités de retard seront dues y compris si leur montant total ne dépasse pas 300 € HT pour l'ensemble du marché.

Les retards imputables à des faits ne pouvant être contrôlés par le titulaire tels que grèves, des accidents au cours du transport, des émeutes, des cataclysmes ne pourront être retenus à son

encontre et un sursis d'exécution ou une prolongation de délai sera automatiquement accordé(e) au titulaire pour une durée égale au retard imputable à l'établissement.

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution de l'accord-cadre.

7 DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCAP seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté. En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français. Tous les courriers adressés à l'ONF doivent également être rédigés en français.

8 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- Aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- Aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

9.1 Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

9.2 Travail clandestin

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution de l'accord-cadre, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation

de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

9.3 Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront conformes à la réglementation en vigueur.

9.4 Pièces et attestations à fournir

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr

10 DEROGATION AU CCAG-FCS

CCAP		CCAG-FCS	
Article	Libellé	Article	Libellé
7	Pénalités pour retard	14	Pénalités pour retard